

Prescriptions cantonales sur les thèmes «vélo» et «mobilité douce»

Expertise juridique mandatée par PRO VELO Suisse

BERNHARD WALDMANN (direction générale)
(Prof. Dr. iur, RA)

ANDRE SPIELMANN
(MLaw, RA)

Août 2010

TABLE DES MATIÈRES

PRESCRIPTIONS CANTONALES SUR LES THEMES «VELO» ET «MOBILITE DOUCE»	1
TABLE DES MATIÈRES	2
§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE.....	1
I. SITUATION INITIALE	1
II. OBJET ET PROCEDURE	1
§ 7 VÉLOS A ASSISTANCE ÉLECTRIQUE.....	5
I. TAXES ET IMPÔTS	8
II. REGLEMENTS RELATIFS A LA CIRCULATION	36
III. CONTRIBUTIONS D'ENCOURAGEMENT	40
IV. REMBOURSEMENT DES FRAIS DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CANTONALE.....	41

§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE

I. Situation initiale

1. PRO VELO Suisse est l'association faîtière de défense des intérêts des cyclistes. Avec ses quelque 28 000 membres et plus de 35 associations régionales réparties dans toute la Suisse, PRO VELO Suisse s'engage pour la qualité de vie des cyclistes, leur sécurité, ainsi que la santé et l'environnement. PRO VELO Suisse fête cette année ses 25 ans. A cette occasion, l'association prévoit d'établir un recueil des dispositions légales cantonales relatives au vélo (p. ex. financement, infrastructures, loi sur les constructions, loi fiscale) afin de le mettre à la disposition des associations régionales dans le sens d'une présentation des bonnes pratiques.

2. En mai 2010, PRO VELO Suisse a demandé à l'Institut du fédéralisme d'établir un recueil des prescriptions légales cantonales portant sur le thème du vélo et de la mobilité douce. Le mandat consiste à élaborer une compilation globale et intersectorielle des dispositions légales cantonales relatives au «vélo» et à la «mobilité douce». Les prescriptions des cantons de Berne, de Fribourg et du Valais doivent figurer dans les deux langues officielles (allemand et français). Les données relatives à la version (date) des prescriptions ainsi que des précisions sur leur genèse doivent si possible être mentionnées.

II. Objet et procédure

1. Les prescriptions légales cantonales «de lege lata» sur le thème du **vélo** et de la **mobilité douce** constituent l'objet de la présente expertise. L'objectif est d'établir un recueil si possible complet des dispositions légales cantonales de lege lata portant sur le «vélo» et la «mobilité douce». L'objet de la présente expertise étant flou par nature, on ne pourra guère s'attendre à une présentation exhaustive des prescriptions ayant un rapport direct ou indirect avec le vélo et la mobilité douce. La recherche a été effectuée sur la base d'un ensemble de mots-clés potentiellement pertinents. On ne peut donc pas exclure que certaines dispositions qui présentent un lien avec le vélo et la mobilité douce mais auquel aucun mot-clé caractéristique (vélo, piste cyclable, etc.) ne peut être associé ne soient pas prises en considération.

La recherche détaillée est basée sur les mots-clés définis lors de la discussion de mai 2010; ils ont été tirés de la documentation mise à disposition par le mandant. Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation germanophone:

- Langsamverkehr
- Fahrrad/Fahrräder, Velo
- E-Bike, Motorfahrrad, Motorfahrräder
- Radweg, Radstreifen, Radroute
- Abstellplätze
- bike-and-ride, park-and-ride

Les mots-clés suivant ont été définis pour la législation francophone:

- mobilité douce

- vélo, bicyclette
- cycliste
- pistes/bandes cyclables
- vélo électrique
- bike-and-ride, park-and-ride
- place de stationnement
- itinéraires de randonnée cycliste
- véhicules à moteur et deux-roues
- cyclomoteurs

Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation italophone:

- bicicletta, biciclo, bici
- velocipede
- corsia/pista ciclabile
- bicicletta elettrica
- posieggiu, parcheggiu
- sentiero
- veicolo a due
- motorino, cyclomotore

2. La recherche a été effectuée sur la plateforme en ligne «LexFind» (www.lexfind.ch). Le mandat se limitait à la présentation de **dispositions ayant un caractère normatif** et figurant dans le recueil électronique des législations cantonales. Les autres documents présentant un caractère juridique tels que les directives, les concepts, les plans sectoriels et les plans directeurs ne sont en principe pas intégrés dans l'étude¹. L'analyse des problèmes concrets d'interprétation ne fait pas non plus l'objet du mandat.

3. Les bases légales cantonales sur le thème du «vélo» et de la «mobilité douce» sont présentées ci-après dans les chapitres 2 à 11 sous forme de tableaux. Elles sont classées par **thèmes**.

- Le chapitre 2 porte sur les *prescriptions relatives au droit des constructions* en lien avec le vélo et la mobilité douce. Cette catégorie comprend des dispositions sur l'aménagement de places de stationnement pour vélos comme condition préalable à l'octroi d'un permis de construire, des allègements et des exceptions à l'obligation du permis de construire pour les petites constructions telles que des abris pour vélos, ainsi que des dispositions particulières sur les coefficients d'utilisation.
- Le chapitre 3 regroupe les prescriptions cantonales relatives à l'aménagement et à la gestion de *places de stationnement* pour vélos sur l'espace public et près d'infrastructures publiques (p. ex. gares, arrêts de TP).
- Le chapitre 4 est consacré aux *bandes, pistes et itinéraires cyclables*. Sont présentées en premier lieu les dispositions définissant les notions de route, de piste et de bande cyclables, puis les prescriptions relatives à l'établissement et à la planification du ré-

¹ Certains documents sans caractère normatif ont été intégrés dès lors qu'ils étaient disponibles sur les sites internet officiels des cantons et qu'aucune disposition légale n'a été trouvée sur le thème dans le canton concerné (par exemple § 4, sous «Bandes et pistes cyclables»). A titre d'exemple, certaines bases juridiques cantonales de ce type ont été intégrées dans d'autres sections spécifiques.

seau, ensuite les dispositions relatives à la construction et à l'entretien de bandes, de pistes et d'itinéraires cyclables et, enfin, les prescriptions relatives au financement de ces infrastructures.

- Le chapitre «*Droit fiscal public*» (§ 5) regroupe plusieurs types de prescriptions: les dispositions (d'exécution) sur l'assurance-responsabilité civile et la vignette vélo, les prescriptions relatives aux taxes en relation avec le vélo, ainsi que la réglementation sur les déductions fiscales en relation avec le vélo.
- Le chapitre 6 traite des *règlements et des mesures relatifs à la circulation* en relation avec le vélo. Sont présentés les règlements sur les restrictions de circulation, les manifestations sportives cyclistes, les amendes d'ordre ainsi que les examens de conduite pour les cyclistes.
- Le chapitre 7 dresse la liste des prescriptions relatives aux *vélos à assistance électrique*.
- Des règlements en lien avec le vélo figurent également dans la *législation relative aux fonctionnaires* (§ 8) ainsi que dans la *législation relative à l'organisation des autorités* (§ 9).
- Les prescriptions en lien avec les *écoles et les installations scolaires* font l'objet d'un chapitre distinct (§ 10). S'y rapportent les règlements sur l'équipement des installations scolaires, les règlements sur les trajets et les transports scolaires, les sorties scolaires et l'enseignement sur les règles de la circulation.
- Le recueil se termine par une compilation de dispositions spéciales (§ 11) qui ne relèvent d'aucune des catégories définies.

4. En ce qui concerne la **présentation** des prescriptions, il convient de faire les remarques suivantes:

- Les dispositions légales sont systématiquement citées dans leur version actuelle (état au 1^{er} juillet 2010).
- Pour une meilleure compréhension du contenu, il est parfois nécessaire de citer les prescriptions dans leur contexte. Par exemple, si un seul élément d'une prescription se réfère au vélo, il peut se révéler pertinent de citer la prescription entière.
- Il est fait référence à des dispositions fédérales lorsque ces dernières présentent un intérêt particulier.
- Pour les cantons de Berne, du Valais et de Fribourg, les dispositions légales sont citées dans les deux langues officielles.

5. En ce qui concerne les données relatives à la date d'entrée en vigueur ainsi qu'à la genèse des prescriptions, il convient de préciser les éléments suivants:

- La date d'entrée en vigueur des prescriptions correspond à celle du texte dans lequel elles s'inscrivent. La précision de détails sur la genèse d'une prescription particulière nécessiterait des recherches approfondies qui dépasseraient le cadre de l'analyse des textes législatifs ainsi que de l'étude du matériel (p. ex. quel parlementaire a proposé quel amendement sur la base de quelles influences au sein de la société?).
- En ce qui concerne les prescriptions introduites dans le cadre d'une révision partielle d'un texte de loi, la date d'entrée en vigueur est précisée dans une note de bas de page.

Des recherches ciblées sur les projets de loi cantonaux soumis au vote ont été effectuées sur la base des mots-clés susmentionnés dans la banque de données du Centre d'études et de

documentation sur la démocratie directe (C2D)². A l'exception d'une initiative législative rejetée par le peuple dans le canton de Bâle-Campagne pour des vignettes vélo gratuites, les 14 résultats obtenus concernaient tous des référendums relatifs à des décisions d'octroi de crédits pour l'aménagement ou l'entretien de bandes et de pistes cyclables. Ces informations présentant un intérêt limité pour le mandant, il a été décidé de ne pas les faire figurer dans le présent recueil.

² <http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd_db> (consulté le 20 août 2010).

§ 7 VÉLOS A ASSISTANCE ÉLECTRIQUE

Prescriptions de droit fédéral

Ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (OETV; RS 741.41)

Art. 18³ – Cyclomoteurs

Sont réputés «cyclomoteurs»:

- a. les «cyclomoteurs légers», c.-à-d. les véhicules à une place, à roues placées l'une derrière l'autre, les cycles spécialement conçus pour transporter une personne handicapée et les ensembles spéciaux cycle/chaise de handicapé, équipés d'une assistance électrique au pédalage jusqu'à 25 km/h et d'une puissance nominale maximale de 0,25 kW;⁴
- b. les autres véhicules à une place dont la vitesse après rodage ne dépasse pas 30 km/h en palier de par leur construction et dont le moteur à combustion a une cylindrée n'excédant pas 50 cm³;
- c. motorisierte «Behindertenfahrstühle», das heisst einplätzig Rollstühle mit drei oder mehr Rädern und eigenem Antrieb zur Benützung durch behinderte Personen mit einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von nicht mehr als 30 km/h in eingefahrenem Zustand auf ebener Strasse und einem Hubraum von höchstens 50 cm³ bei Verbrennungsmotoren.⁵

Art. 24⁶ – Cycles et vélos d'enfants

¹ Les «cycles» sont des véhicules à deux roues au moins, entraînés exclusivement par la force transmise à des mécanismes par les personnes assises sur lesdits véhicules. Les vélos d'enfants et les chaises de handicapé ne sont pas considérés comme des cycles.⁷

² Les «vélos d'enfants» sont des véhicules qui, tout en répondant à la définition du cycle, sont prévus spécifiquement pour être utilisés par des enfants en âge préscolaire.⁸

³ Les prescriptions relatives aux cycles à voies multiples s'appliquent, par analogie, aux ensembles cycle/chaise de handicapé, à l'exception des cycles avec élément remorqué (art. 210, al. 5).⁹

Art. 51 – Propulsion électrique

¹ Les indications suivantes doivent figurer de manière durable et clairement lisible sur les moteurs de propulsion électriques, montés ou non:

- a. le nom ou la marque du fabricant du moteur;
- b. la tension de service en volts;
- c. la puissance continue en kW (art. 46, al. 4);
- d. le nombre de tours/minute en l/min selon la puissance continue.¹⁰

² Un coupe-circuit doit permettre d'interrompre le circuit du courant de propulsion; la mise en marche du véhicule par des tiers doit pouvoir être empêchée. En cas de surcharge du système de propulsion, un fusible principal doit interrompre le circuit électrique.

³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 3 juillet 2002, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2003 (RO 2002 3216).

⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 mars 2007, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2007 (RO 2007 2109).

⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 mars 2007, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2007 (RO 2007 2109).

⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 15 mai 2002, en vigueur depuis le 1^{er} août 2002 (RO 2002 1938).

⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 mars 2007, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2007 (RO 2007 2109).

⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 10 juin 2005, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 2005 (RO 2005 4111).

⁹ Introduit par le ch. I de l'O du 17 août 2005 (RO 2005 4515). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 mars 2007, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2007 (RO 2007 2109).

¹⁰ Fassung gemäss Ziff. I der V vom 28. März 2007, in Kraft seit 1. Juli 2007 (AS 2007 2109).

³ Lorsque l'on freine à fond, le courant de propulsion doit s'interrompre ou participer au freinage. Une récupération du courant est admise. Un des freins doit agir par friction.

⁴ Sont réservées les dispositions de l'OMBT.

Ordonnance du 27 octobre 1976 réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière (Ordonnance réglant l'admission à la circulation routière, OAC; RS 741.51)

Art. 3 – Catégories et permis

(...)

³ Le permis de conduire est établi pour les catégories spéciales suivantes:

(...)

M: Cyclomoteurs.

Art. 5 – Exceptions à l'obligation de posséder un permis

¹ Ne sont pas tenus d'avoir un permis d'élève conducteur:

(...)

c. es candidats au permis de conduire des catégories spéciales G et M.

² Ne sont pas tenus d'avoir un permis de conduire:

(...)

d. eines Leicht-Motorfahrrades;

(...)

Art. 72 – Exceptions

¹ Ni le permis de circulation ni les plaques de contrôle ne sont nécessaires pour:

(...)

k. les cyclomoteurs légers¹¹

(...)

Art. 90 – Statut juridique; admission

¹ Sous réserve des dispositions suivantes, les cyclomoteurs sont soumis aux prescriptions concernant les cycles.

² Les cyclomoteurs sont admis à circuler s'ils sont munis du permis de circulation pour cyclomoteurs et d'une plaque de contrôle valable, telle qu'elle est mentionnée dans le permis de circulation.¹²

Art. 91 – Permis de circulation

¹ Le permis de circulation est délivré:

a. lorsque le type du véhicule a été reconnu comme cyclomoteur à la suite d'une homologation;

b. lorsque le véhicule présenté est conforme au type reconnu;

c. lorsque la preuve a été fournie que le cyclomoteur construit à l'étranger a été placé sous régime douanier ou exempté du placement sous régime douanier.

² Le permis de circulation est délivré après qu'un contrôle par groupe de cyclomoteurs a été effectué chez le fabricant ou l'importateur selon l'art. 92 ou après une expertise individuelle selon l'art. 93. Sa validité est illimitée.

³ En cas de contrôle par groupe, c'est l'autorité d'immatriculation du canton où se trouve l'entreprise qui est compétente pour délivrer le permis de circulation.

⁴ Le cyclomotoriste doit toujours être porteur du permis de circulation.

¹¹ Introduite par le ch. I de l'O du 3 juillet 2002, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2003 (RO 2002 3259).

¹² Nouvelle teneur selon le ch. 3 de l'annexe 1 à l'O du 2 sept. 1998 (RO 1998 2352).

Conformément aux bases légales existantes, les vélos équipés d'un moteur électrique ou d'une batterie (vélos à assistance électrique - VAE) sont par définition assimilés à des cyclomoteurs. Les prescriptions de construction et d'équipement pour les cyclomoteurs s'appliquent (par principe). Les VAE sont par ailleurs soumis aux dispositions de l'article 51 de l'OETV. Les VAE équipés d'une assistance électrique au pédalage jusqu'à 25 km/h et d'une puissance nominale maximale de 0,25 kW sont considérés comme des cyclomoteurs légers (art. 18 lit. a OETV). Dans ce cas, le permis de conduire n'est pas requis. Le permis de circulation et les plaques de contrôle ne sont pas non plus nécessaires (art. 5 al. 2 lit. en relation avec art. 72 al. 1 lit. k OAC).

I. Taxes et impôts¹³

Prescriptions de droit fédéral

Loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (LCS; RS 741.01)

Art. 3 – Compétence des cantons et des communes

¹ La souveraineté cantonale sur les routes est réservée dans les limites du droit fédéral.

² Les cantons sont compétents pour interdire, restreindre ou régler la circulation sur certaines routes. Ils peuvent déléguer cette compétence aux communes sous réserve de recours à une autorité cantonale.

³ La circulation des véhicules automobiles et des cycles peut être interdite complètement ou restreinte temporairement sur les routes qui ne sont pas ouvertes au grand transit; les courses effectuées pour le service de la Confédération sont toutefois autorisées.

⁴ D'autres limitations ou prescriptions peuvent être édictées lorsqu'elles sont nécessaires pour protéger les habitants ou d'autres personnes touchées de manière comparable contre le bruit et la pollution de l'air, pour éliminer les inégalités frappant les personnes handicapées, pour assurer la sécurité, faciliter ou régler la circulation, pour préserver la structure de la route, ou pour satisfaire à d'autres exigences imposées par les conditions locales.¹⁴ Pour de telles raisons, la circulation peut être restreinte et le parcage réglementé de façon spéciale, notamment dans les quartiers d'habitation. Les communes ont qualité pour recourir lorsque des mesures touchant la circulation sont ordonnées sur leur territoire.

⁵ Tant qu'elles ne sont pas nécessaires pour régler la circulation des véhicules automobiles et des cycles, les mesures concernant les autres catégories de véhicules ou les autres usagers de la route sont déterminées par le droit cantonal.

⁶ Dans des cas exceptionnels, la police peut prendre les mesures qui s'imposent, en particulier pour restreindre ou détourner temporairement la circulation.

Art. 106 – Exécution de la loi

¹ Le Conseil fédéral arrête les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi et désigne les autorités fédérales compétentes pour son exécution. Il peut autoriser l'Office fédéral des routes à régler les modalités.¹⁵

² Pour le reste, les cantons sont chargés de l'exécution de la présente loi. Ils prennent les mesures nécessaires à cet effet et désignent les autorités cantonales compétentes.

³ Les cantons restent compétents pour édicter des prescriptions complémentaires sur la circulation routière, sauf en ce qui concerne les véhicules automobiles et les cycles, les tramways et chemins de fer routiers.

(...)

¹³ Dispositions légales spécifiquement applicables aux VAE. Les prescriptions relatives aux taxes et aux impôts applicables aux vélos traditionnels figurent au chapitre 5, I. et II.

¹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. 4 de l'annexe à la loi du 13 déc. 2002 sur l'égalité pour les handicapés, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2004 (RO 2003 4487; FF 2001 1605)

¹⁵ Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. I de la LF du 14 déc. 2001, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2003 (RO 2002 2767; FF 1999 4106)..

Section 3 Accès aux forêts et circulation en forêt

Art. 14 Accès

¹ Les cantons veillent à ce que les forêts soient accessibles au public.

² Si la conservation des forêts ou un autre intérêt public l'exigent, par exemple la protection des plantes ou d'animaux sauvages, les cantons doivent:

- a. limiter l'accès à certaines zones forestières;
- b. soumettre à autorisation l'organisation de grandes manifestations en forêt

Art. 15 – Circulation des véhicules à moteur

¹ Les véhicules à moteur ne sont autorisés à circuler en forêt et sur des routes forestières que pour accomplir les activités de gestion forestière. Le Conseil fédéral règle les exceptions nécessaires pour l'armée et pour l'accomplissement d'autres tâches d'intérêt public.

² Les cantons peuvent admettre d'autres catégories d'usagers sur les routes forestières pour autant que la conservation des forêts ne s'en trouve pas menacée et qu'une telle décision ne soit pas contraire à l'intérêt public.

³ Les cantons pourvoient à la signalisation et aux contrôles nécessaires. Là où la signalisation et les contrôles ne suffisent pas, il est possible d'installer des barrières.

AG

Verordnung über die Steuern, Abgaben und Gebühren im Strassenverkehr vom 5. November 1984 (755.111)

§ 8 – Fahrzeugausweise

1 Die Gebühren für Fahrzeugausweise betragen:

(...)

f) Fahrzeugausweis für Motorfahräder¹⁶

1. Abgabe des Fahrzeugausweises an den Importeur oder Hersteller Fr. 4.–
2. Abgabe durch Zulassungsbehörde an den Halter Fr. 15.–
3. Duplikat Fr. 15.–

§ 24¹⁷ – Kontrollschilder, Versicherungsprämien

¹ Die Gebühren für die Kontrollschilder betragen:

(...)

c) Kontrollschild für Motorfahrrad Fr. 10.–¹⁸

(...)

² Die Gebühr für die Übertragung von Kontrollschildern an Dritte beträgt pro Einzelkontrollschild beziehungsweise Kontrollschilderpaar bis Fr. 125.–¹⁹

³ Die Gebühr für die Abgabe von Vignetten für Fahrräder und das Inkasso der Kollektiv-Haftpflichtprämien für Fahrräder und Motorfahräder beträgt Fr. 1.– bis Fr. 5.–²⁰

¹⁶ Fassung gemäss Verordnung vom 11. November 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 475).

¹⁷ Fassung gemäss Verordnung vom 16. Oktober 1989, in Kraft seit 1. Dezember 1989 (AGS Bd. 13 S. 105).

¹⁸ Fassung gemäss Verordnung vom 3. November 1993, in Kraft seit 1. Januar 1994 (AGS Bd. 14 S. 483).

¹⁹ Fassung gemäss Verordnung vom 11. November 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 475).

²⁰ Eingefügt durch Verordnung vom 20. November 1996, in Kraft seit 1. Januar 1997 (AGS 1996 S. 389).

Dekret über die Steuern und Gebühren im Strassenverkehr vom 18. Oktober 1977 (755.110)

§ 1 – Steuer- und Gebührenpflicht

¹ Die Halter von Motorfahrzeugen und Anhängern sowie von Motorfahrrädern, die mit aargauischen Kontrollschildern verkehrsberechtigt sind, haben eine Verkehrssteuer bzw. Verkehrsgebühr zu entrichten.²¹

² Für Fahrzeuge, deren Standort von einem anderen Kanton in den Kanton Aargau verlegt wird, und für Fahrzeuge aus dem Ausland, wird die Verkehrssteuer von dem Tage an erhoben, an welchem sie nach den bundesrechtlichen Vorschriften mit aargauischen Kontrollschildern versehen werden bzw. hätten versehen werden müssen.

§ 2 – Ausnahmen

¹ Von der Verkehrssteuer bzw. Verkehrsgebühr sind befreit:

- a) Fahrzeuge des Bundes,
- b) Fahrzeuge der Konsulate und der hohen ausländischen Konsularbeamten im Rahmen der internationalen Verpflichtungen und Gepflogenheiten,
- c) Fahrzeuge, die im fahrplanmässigen öffentlichen Linienverkehr eingesetzt sind,
- d) Feuerwehr-, Katastrophen- und Zivilschutzfahrzeuge,
- (...)

² Werden die im öffentlichen Linienverkehr und für die Feuerwehr, Katastrophen oder den Zivilschutz eingesetzten Fahrzeuge noch zu anderen Zwecken verwendet, so wird die Verkehrssteuer anteilmässig erhoben.

§ 3 – Berechnung nach PS und Nutzlast

¹ Die nach den Steuer-PS festgesetzte Verkehrssteuer wird nach folgender Formel berechnet:

$$\frac{\text{Hubvolumen des Motors in cm}^3 \times 5,093}{1000}$$

² Für Fahrzeuge mit Rotationskolbenmotoren gelten 2/3 des Kammervolumens als Hubraum.

³ Für Elektromobile wird der Berechnung die durch den Hersteller garantierte Dauerleistung an der Motorwelle zu Grunde gelegt.

⁴ Bruchteile bis 0,49 PS werden ab-, solche von 0,5 PS an aufgerundet.

⁵ Für den Begriff der Nutzlast gilt die Umschreibung in der Verordnung über Bau und Ausrüstung der Strassenfahrzeuge (BAV) vom 27. August 1969. Für Fahrzeuge mit auswechselbarem Aufbau ist die Verkehrssteuer nach dem höchsten Steuertarif zu entrichten.

§ 14 – Motorfahrräder

Die Verkehrsgebühr für Motorfahrräder beträgt pauschal Fr. 20.–.

Verordnung über den Vollzug des Strassenverkehrsrechtes vom 12. November 1984 (Strassenverkehrsverordnung, SVV; SAR 991.111)

Art. 7 – Gemeinderat

¹ Der Gemeinderat ist zuständig für:

(...)

c) die Bewilligung für die Verwendung von Motorfahrzeugen und Motorfahrrädern abseits öffentlicher Strassen zu Sport- und Vergnügungszwecken gemäss § 6 GVS;

d) die Bewilligung für das Abstellen von Fahrzeugen ohne Kontrollschilder auf Gemeindestrassen gemäss Art. 20 Abs. 2 VRV;

(...)

²¹ Fassung gemäss Verordnung vom 17. Oktober 1989, in Kraft seit 1. Januar 1990 (AGS Bd. 13 S. 109).

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz vom 19. Dezember 1958 über den Strassenverkehr vom 24. April 1983 (EG SVG; bGS 761.11)

Art. 2²² – Strassenverkehrssteuer

Wer Motorfahrzeuge, Motorfahrzeuganhänger und Motorfahräder hält, die im Kanton Appenzell A.Rh. ihren Standort haben und auf öffentlichen Strassen verkehren, hat eine Steuer zu bezahlen.

Art. 3²³ – Steuerbefreiung/Steuerheraufsetzung

¹ Von der Strassenverkehrssteuer sind befreit:

- der Bund, soweit das Bundesrecht es vorschreibt;
- der Kanton für alle seine Fahrzeuge;
- die Gemeinden und Gemeindeverbände für Fahrzeuge, die ausschliesslich der Feuerwehr, dem Krankentransport oder dem Strassenunterhalt dienen.

² Der Regierungsrat ist ermächtigt, weitere Personen von der Steuerpflicht ganz oder teilweise zu befreien.

³ Der Regierungsrat ist ermächtigt, emissionsarme Fahrzeuge und solche mit niedrigem Energieverbrauch teilweise von der Strassenverkehrssteuer zu befreien.

⁴ Der Regierungsrat kann die Strassenverkehrssteuern für Fahrzeuge, die an einen anderen Halter oder an eine andere Halterin übergehen und anerkannte Emissionsnormen nicht erfüllen, um höchstens 30% heraufsetzen.

Art. 7 – Strassenverkehrsgebühren

¹ Der Kanton erhebt Gebühren für amtliche Verrichtungen im Zusammenhang mit dem Strassenverkehr wie die Durchführung von Prüfungen, die Erteilung von Bewilligungen und den Erlass von Verfügungen.

² Der Regierungsrat erlässt einen Gebührentarif.

Gebührentarif zum EG SVG vom 28. November 1995 (bGS 761.32)

Art. 1 – Prüfungen	1. Inverkehrsetzung	2. periodische Nachprüfung
a) Fahrzeuge	Halterwechsel	
Motorfahräder	60	40
Motorfahräder, Prüfung nach Polizeirapport		60
b) Führer	Theorie	Praktisch
Kategorie	technisch Verkehr	
Motorfahrrad	30	
Art. 2 – Ausweise	Fr.	
a) Fahrzeug		
(...)		
– Motorfahrrad-Fahrzeugausweis	50	
(...)		
c) Führer		

²² Geändert am 29. April 1990 (If. Nr. 333) und am 27. April 1997 (If. Nr. 638).

²³ Geändert am 29. April 1990 (If. Nr. 333) und am 27. April 1997 (If. Nr. 638).

AI

Einführungsgesetz zum Strassenverkehrsgesetz vom 26. April 1992 (EG SVG; BGS 741.000)

II. Strassenverkehrsabgaben**Art. 2**

Die Halter von Motorfahrzeugen, Motorfahrzeuganhängern und Motorfahrrädern, die im Kanton Appenzell I. Rh. ihren Standort haben und auf öffentlichen Strassen und Verkehrsflächen im Sinne der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr verkehren, haben dem Kanton eine jährliche Steuer zu bezahlen.

Art. 3²⁴ – Gänzliche oder teilweise Steuerbefreiung

¹ Von der Strassenverkehrssteuer sind gänzlich befreit:

- a) Der Bund, soweit das Bundesrecht es vorschreibt;
- b) Der Kanton, die Bezirke und die Feuerschaugemeinde Appenzell für Fahrzeuge, die ausschliesslich der Polizei und der Feuerwehr dienen.

² Invaliden, die wegen ihrer Gebrechen auf ein Fahrzeug angewiesen sind, kann das Justiz-, Polizei- und Militärdepartement die Strassenverkehrssteuer entsprechend ihrer wirtschaftlichen Lage ganz oder teilweise erlassen.

Art. 4²⁵ – Bemessung der Strassenverkehrssteuer

¹ Die Strassenverkehrssteuer wird nach dem Gesamtgewicht des Fahrzeuges bemessen.

² Auf Motoreinachser, Arbeitsanhänger, Motorfahrräder sowie Fahrzeuge mit Händler- oder Wechselschildern wird eine Pauschalsteuer erhoben.

³ Die Strassenverkehrssteuer im Sinne von Abs. 1 und 2 dieses Artikels beträgt minimal Fr. 25.— und maximal Fr. 5'000.— pro Jahr.

Art. 5 – Ermässigung der Strassenverkehrssteuer

Für Motorfahrzeuge, die besonders umweltfreundlich sind, kann der Grosse Rat auf dem Verordnungswege die Strassenverkehrssteuer im Rahmen der Ansätze von Art. 4 Abs. 3 dieses Gesetzes ermässigen.

Art. 6²⁶ – Parkierungsgebühr und Bewilligungspflicht

¹ Die Standeskommission kann mit Zustimmung des Bezirkes der gelegenen Sache das Parkieren von Motorfahrzeugen und Motorfahrzeuganhängern auf öffentlichen Strassen oder Verkehrsflächen im Sinne des SVG, die im öffentlichen Eigentum stehen, als gebührenpflichtig erklären. Die entsprechenden Gebühren betragen minimal Fr. 0.50 und maximal Fr. 5.— pro Stunde. Ebenso kann diese das Dauerparkieren auf öffentlichen Strassen oder Verkehrsflächen im Sinne des SVG, die im öffentlichen Eigentum stehen, unter Zustimmung des Bezirkes der gelegenen Sache der Bewilligungspflicht unterstellen. Die Gebühr für das Dauerparkieren beträgt je abgestelltes Motorfahrzeug bzw. Motorfahrzeuganhänger minimal Fr. 200.— bis maximal Fr. 2000.— pro Jahr.

² Der Vollzug von Abs. 1 dieses Artikels ist Sache des Bezirkes der gelegenen Sache, dem auch die entsprechenden Gebühreneinnahmen zustehen, welche nur für die Kontrollaufwendungen ver-

²⁴ Abgeändert (Abs. 1 lit. b) durch LdsgB vom 28. April 1996 (Inkrafttreten: 1. Januar 1997). Abgeändert (Abs. 2) durch LdsgB vom 25. April 2004.

²⁵ Abgeändert (Abs. 3) durch LdsgB vom 25. April 2004.

²⁶ Abgeändert (Abs. 1 und 3) durch LdsgB vom 25. April 2004.

wendet werden dürfen. Die Gebühreneinnahmen für das Dauerparkieren dürfen zudem für den Unterhalt und die Neuschaffung von Parkierungsmöglichkeiten verwendet werden.

³ Auf ein entsprechendes Gesuch des Eigentümers ist Abs. 1 dieses Artikels sinngemäss auch auf öffentliche Strassen und Verkehrsflächen im Sinne des SVG, die im privaten Eigentum stehen und eine gewisse Grösse aufweisen, anwendbar. Dabei entfällt die Zustimmung des Bezirkes der gelegenen Sache. Die entsprechenden Gebühreneinnahmen fallen dem privaten Eigentümer zur freien Verwendung zu.

Art. 11 – Verwendung von Motorfahrzeugen und Fahrrädern ausserhalb der öffentlichen Verkehrsflächen

Der Grosse Rat kann auf dem Ordnungswege die Verwendung von Motorfahrzeugen und Fahrrädern ausserhalb der öffentlichen Verkehrsflächen im Sinne des SVG einschränken oder verbieten. Er hat dabei die berechtigten Interessen der Land- und Forstwirtschaft, der übrigen Wirtschaft, der Landesverteidigung, der Sicherheits- und Rettungsdienste, des Sportes etc. zu berücksichtigen.

Verordnung zum Einführungsgesetz zum Strassenverkehrsgesetz vom 22. Juni 1992 (VEG SVG; BGS 741.010)

Art. 14 – Pauschalsteuer

(...)

³ Für Motorfahräder wird eine Pauschalsteuer von Fr. 28.– erhoben.

Standeskommissionsbeschluss über die Höhe der Strassenverkehrsabgaben für das Jahr 2010 vom 15. Dezember 2009 (741.011)

I. Sonderbewilligungen

Ausnahmepositionen

D. Diverse

- Führen eines Mofa vor Erreichen des 14. Altersjahres Fr 50.– (Jahresbewilligung)

(...)

II. Strassenverkehrsamt

3. Fahrzeugausweise

(...)

3.8 Motorradfahrzeugausweis Fr. 20.–

(...)

4. Kontrollschilder

(...)

4.8 Schild für Motorfahrrad Fr. 3.–

(...)

6. Führerprüfungen

(...)

6.14 Kat. M Fr. 25.–

BL

Gesetz über die Verkehrsabgaben vom 25. Juni 1981 (SG 341)

§ 1 – Gegenstand

¹ Der Kanton erhebt eine Verkehrssteuer für Motorfahrzeuge und Anhänger, welche im Kanton ihren Standort haben und nach Bundesrecht mit Fahrzeug- bzw. Anhängerausweis versehen sein müssen.

² Der Kanton erhebt Gebühren für Fahrräder, Motorfahrräder und Motorhandwagen sowie für die amtliche Prüfung der Motorfahrzeuge, die Führerprüfung, die Fahrzeug- und Führerausweise.

§ 2 – Steuer- und Gebührenpflicht

Steuer- bzw. gebührenpflichtig ist der Fahrzeughalter.

§ 3 – Steuer- und Gebührenfreiheit

¹ Keine Verkehrssteuern und Gebühren werden für Fahrzeuge des Kantons erhoben.

² Der Regierungsrat kann Feuerwehr-, Instruktor-, Zivilschutzfahrzeuge sowie vom Bund konzeSSIONierte Fahrzeuge des öffentlichen Verkehrs ganz oder teilweise von der Steuerpflicht befreien.

§ 4 – Steuer- und Gebührenrahmen

¹ Der Gesamtertrag der Verkehrssteuern zuzüglich weiterer, anrechenbarer Erträge darf die über einen mehrjährigen Zeitraum gerechneten durchschnittlichen Aufwendungen des Kantons für Strassenbau, einschliesslich Zinsen und Abschreibungen, Strassenunterhalt, Verkehrspolizei und weitere, in Zusammenhang mit dem Motorfahrzeugverkehr stehende Dienste nicht übersteigen.

² Der Landrat gleicht allfällige Ertragsüberschüsse durch Herabsetzung der Verkehrssteuern einzelner oder aller Fahrzeugkategorien aus.

³ Der Gesamtertrag der Gebühren darf den Aufwand nicht übersteigen

Verordnung (Dekret) zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr vom 4. April 1968 (SG 481.1)

§ 25 – Steuern und Gebühren, Zuständigkeit

¹ Die Motorfahrzeugkontrolle erhebt die Verkehrssteuern auf Motorfahrzeugen, die Gebühren für die amtliche Prüfung der Motorfahrzeuge, die Führerprüfung und die Fahrzeug- und Führerausweise.

² Die kantonalen Polizeiposten erheben die Gebühren für Fahrräder, Motorfahrräder, Motorhandwagen und landwirtschaftliche Motoreinachser.

§ 27²⁷ – Gebühren für Prüfungen und Ausweise

Die Gebühren für die amtliche Prüfung der Motorfahrzeuge und der Führer sowie für die Fahrzeug-, Führer- und Lernfahrausweise und für Fahrräder betragen:

(...)

F. Fahrräder

Einlösung ohne Versicherung inkl. Kennzeichen:

a. ...

b. Motorfahrräder, Motorhandwagen 12 Fr.

Zuschlag bei verspäteter Einlösung (1. bis 30. Juni) 2 Fr.

²⁷ Fassung vom 26. Mai 1975 (GS 25.858); Abschnitte A–E in Kraft seit 1. Juni 1975, Abschnitt F seit 1. Januar 1976.

Verordnung über den Strassenverkehr vom 7. Dezember 1964 (SG 952.200)

Fahrräder und gleichgestellte Fahrzeuge (Motorfahrräder, Motorhandwagen und Motoreinachsler, VVV Art. 37)

§ 32. – Gültigkeit und Erneuerung der Kennzeichen

¹ Die Kennzeichen sind vom 1. Januar bis 31. Mai des folgenden Jahres gültig (VVV Art. 34).

² Für die jährliche Erneuerung der Kennzeichen und Ausweise ist eine Gebühr zu erheben; Nichtprivatversicherte haben überdies eine Prämie für die Kollektivhaftpflichtversicherung zu entrichten.

§ 33. – Ausserkantonale Kennzeichen und Ausweise

Die Kennzeichen und Ausweise von ausserkantonalen Haltern, die in Basel Wohnsitz oder Aufenthalt nehmen, gelten bis zum Ablauf ihrer Gültigkeit (SVG Art. 105 Abs. 3).

§ 35. – Befestigung der Kennzeichen

Die Kennzeichen sind wie folgt anzubringen:

1. An Velos und Motorfahrrädern senkrecht und von hinten gut sichtbar;
(...)

§ 36. – Versicherung

¹ Die im Kanton Basel-Stadt wohnhaften Halter müssen den Nachweis erbringen, dass sie bei einer anerkannten Versicherungsgesellschaft eine Haftpflichtversicherung gemäss SVG Art. 70 abgeschlossen haben.

² Das Justiz- und Sicherheitsdepartement ist ermächtigt, eine Kollektivhaftpflichtversicherung gemäss VVV Art. 35 für Radfahrer abzuschliessen, die ihre Versicherungspflicht nicht anderweitig erfüllen. Ersatz verlorener Kennzeichen und Ausweise

§ 37.

Bei Verlust von Kennzeichen müssen neue gelöst werden. Verlorengegangene Ausweise werden kostenlos ersetzt.

§ 38.²⁸ – Gebühren

(...)

D. Fahrräder und Motorfahrräder

1. Abgabe der Jahresvignette (ohne Versicherungsprämie): Fr.

(...)

b) Motorfahrräder 25.–

2. Motorfahrrad-Fahrzeugausweise (einschliesslich Duplikate, Ersatzausweise, Umschreibungen, Nachträge und Ergänzungen) 20.–

§ 39.²⁹ – Ausnahme- und Sonderbewilligungen

6. Spruchgebühr für den Erlass einer Verfügung:

a) betreffend Ausweisentzug oder -verweigerung, Aberkennung von ausländischen Ausweisen, Verbot zum Führen einer bestimmten Fahrzeugkategorie usw. 200.–

b) betreffend Androhung einer entsprechenden Administrativmassnahme 100.–

²⁸ in der Fassung des RRB vom 12. 8. 2003 (wirksam seit 1. 4. 2003, publiziert am 16. 8. 2003).

²⁹ in der Fassung des RRB vom 12. 8. 2003 (wirksam seit 1. 4. 2003, publiziert am 16. 8. 2003).

- c) betreffend Erlass oder Milderung einer befristeten Administrativmassnahme 40.–
- d) betreffend Fahrräder oder Motorfahräder . . . ½ der Gebühr
- (...)
- 9. Überführen, Abschleppen und Sicherstellen von Fahrzeugen:
- a) Überführen von Fahrzeugen:
- (...)
- ab) Motorfahräder 80.–
- (...)
- 10. Standgebühr für polizeilich weggeschaffte Fahrzeuge pro Tag:
- a) Fahrräder und Motorfahräder 3.–
- (...)

BE

Verordnung über die Gebühren der Kantonsverwaltung vom 22. Februar 1995 (Gebührenverordnung, GebV; BSG 154.21)

- Anhang VB – Gebührentarif des Strassenverkehrs- und Schiffahrtsamtes (SVSA)
 Die nachstehenden Gebühren sind in Franken angegeben
- 3. Ausweise
 - (...)
 - 3.4 Kontrollschilder und Kennzeichen
 - 3.4.1 Abgabe oder Ersatz von Kontrollschildern für ein Motorfahrzeug, Schiff, Motorfahrrad oder einen Anhänger
 - a Einzelschild: 10.– bis 50.–
 - b Schilderpaar: 20.– bis 100.–

Gesetz über die Besteuerung der Strassenfahrzeuge vom 12. März 1998 (BSFG; BSG 761.611)

- II. Kantonale Strassenverkehrssteuer
- Art. 2 – Zweck
- Der Reinertrag der Strassenverkehrssteuer dient folgenden Zwecken:
- a. dem Neu-, Aus- und Umbau von Strassenverkehrsanlagen,
 - b. der Erhaltung und dem Betrieb von Strassenverkehrsanlagen,
 - c. der Gewährleistung der Verkehrssicherheit,
 - d. der Vornahme von Umwelt-, Landschafts- und Ortsbildschutzmassnahmen im Zusammenhang mit Strassenverkehrsanlagen,
 - e. der Förderung des umweltgerechten Verkehrs.
- Art. 3 – Steuersubjekt
- ¹ Steuerpflichtig ist die Fahrzeughalterin oder der Fahrzeughalter bzw. die Inhaberin oder der Inhaber eines Kollektivfahrzeug- oder Tagesausweises.
- ² Von der Steuerpflicht sind ausgenommen
- a. die Eidgenossenschaft; vorbehalten bleibt die Besteuerung der Strassenfahrzeuge des Bundes für die ausserdienstliche Verwendung,
 - b. exterritoriale Personen nach Massgabe der internationalen Übereinkommen,
 - c. konzessionierte Transportunternehmungen, soweit die Fahrzeuge im Linienverkehr verwendet werden,

d. Motorfahrzeughalterinnen und -halter für ein Motorfahrzeug je Haushalt, wenn sie selbst oder eine mit ihnen im gleichen Haushalt lebende Person zufolge Invalidität auf ein Motorfahrzeug angewiesen sind.

Art. 4 – Steuerobjekt

¹ Die Steuer ist für Strassenfahrzeuge zu entrichten, die ihren Standort im Kanton Bern haben, nach Bundesrecht mit einem Fahrzeugausweis versehen sein müssen und auf öffentlichen Strassen in Verkehr gesetzt werden.

² Fahrräder und die den Fahrrädern gleichgestellten Fahrzeuge sind steuerfrei.

Art. 5 – Bemessungsgrundlagen

¹ Die Normalsteuer bemisst sich nach dem Gesamtgewicht

(...)

e. bei Motorfahrzeugen mit elektrischem Batterieantrieb.

² Die Normalsteuer bemisst sich bei der Verwendung eines Kollektivfahrzeugausweises aufgrund einer pauschalen Steuer.

³ Die Normalsteuer bemisst sich nach der Anzahl Tage der Zulassung zum Verkehr.

Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (Ordonnance sur les émoluments, OEmo; RSB 154.21)

Annexe VB – Tarif des émoluments de l'Office de la circulation routière et de la navigation (OCRN)

Les émoluments suivants sont exprimés en francs.

3. Permis

(...)

3.4 Plaques de contrôle et signes distinctifs

3.4.1 Délivrance de plaques de contrôle ou remplacement de plaques de contrôle pour des véhicules à moteurs, bateaux, cyclomoteurs ou remorques

a une seule plaque: 10.– à 50.–

b un jeu de plaques: 20.– à 100.–

Loi sur l'imposition des véhicules routiers du 12 mars 1998 (LIV; RSB 761.611)

Art. 2 – Objectif

Le produit net des taxes sur la circulation routière sert

a. à construire, à aménager et à transformer des installations routières;

b. à entretenir et à exploiter des installations routières;

c. à assurer la sécurité de la circulation;

d. à prendre, en rapport avec les installations routières, les mesures nécessaires à la protection de l'environnement, du paysage et des sites;

e. à promouvoir un trafic respectueux de l'environnement.

Art. 3 – Personnes assujetties aux taxes sur la circulation routière

¹ Le détenteur ou la détentrice d'un véhicule et le détenteur ou la détentrice d'un permis de circulation collectif ou d'un permis de circulation à court terme sont assujettis aux taxes sur la circulation routière.

² Sont exonérés des taxes sur la circulation routière

a. la Confédération, l'imposition des véhicules routiers utilisés hors service étant réservée;

b. les personnes jouissant de l'exterritorialité selon les conventions internationales;

c. les entreprises de transport automobile concessionnaires dans la mesure où les véhicules sont

affectés au trafic de ligne;

d. les détenteurs et détentrices de véhicules à moteur, pour un seul véhicule à moteur par ménage si eux-mêmes ou une tierce personne faisant ménage commun ont besoin d'un véhicule à moteur pour cause d'invalidité.

Art. 4 – Objet des taxes sur la circulation routière

¹ Sont soumis aux taxes sur la circulation routière les véhicules routiers stationnés dans le canton de Berne qui, en vertu de la législation fédérale, doivent être munis d'un permis de circulation et qui circulent sur les voies publiques.

² Les cycles et les véhicules qui leur sont assimilés sont exonérés de ces taxes.

Art. 5 – Calcul des taxes sur la circulation routière

¹ La taxe normale est calculée selon le poids total

(...)

e. pour les véhicules automobiles à propulsion électrique munis d'une batterie.

² La taxe normale est calculée selon une taxe forfaitaire pour l'utilisation d'un permis de circulation collectif.

³ La taxe normale est calculée sur le nombre de jours durant lequel un véhicule a été autorisé à circuler.

FR

Verordnung vom 22. Dezember 2009 über die Gebühren der Kantonspolizei (SGF 551.61)

Art. 9 – Besondere Verrichtungen

Für die nachstehenden Verrichtungen werden folgende Gebühren erhoben:

(...)

2. Motorfahrrad

– vom 1. bis zum 30. Einstellungstag 5.–

– ab dem 31. Tag 1.–

Ordonnance du 22 décembre 2009 concernant les émoluments de la Police cantonale (RGF 551.61)

Art. 9 – Prestations particulières

Pour les prestations suivantes, il est perçu :

(...)

2. cyclomoteur

– du 1er au 30e jour d'entreposage 5.–

– dès le 31e jour 1.–

Loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887 (LCP ; RSG D 3 05)

Titre V Impôts sur les cyclomoteurs³⁰Art. 400³¹ – Assiette

Il est perçu un impôt annuel sur les cyclomoteurs qui utilisent la voie publique.

Art. 402 – Débiteur

L'impôt est dû par le détenteur du cyclomoteur.

Art. 403 – Exclusion des centimes additionnels

Il n'est perçu aucun centime additionnel sur l'impôt prévu par le présent titre.

Art. 404 – Perception

L'impôt est perçu par le département de la sécurité, de la police et de l'environnement(233) à l'occasion de la délivrance du signe distinctif. Il peut déléguer cette compétence.

Art. 405 – Montant

Le montant de l'impôt est de 10 F.

Art. 406 – Dégrèvement

Le montant de l'impôt est réduit de moitié lorsque le signe distinctif et le permis pour cyclomoteur sont délivrés après le 31 août.

Art. 407 – Exonération

L'impôt n'est pas perçu :

- a) pour les cyclomoteurs de la Confédération qui sont munis du signe distinctif spécial;
- b) pour les cyclomoteurs munis d'un signe distinctif valable délivré par un autre canton;
- c) pour les cyclomoteurs étrangers qui ne sont pas employés régulièrement pour se rendre en Suisse.

Art. 408 – Assurance collective

Le Conseil d'Etat est chargé de conclure l'assurance collective prévue à l'article 35 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur l'assurance des véhicules, du 20 novembre 1959.

Art. 409³² – Autres dispositions applicables

Les dispositions pertinentes de la loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales, du 26 juin 2008, et de la loi de procédure fiscale, du 4 octobre 2001 (articles 4, 11 et 12, 22, 39 à 54, 59 à 61, 69, 75, 77 à 79), sont applicables directement ou par analogie à l'impôt sur les cyclomoteurs, sauf dérogations prévues par le présent titre.

Règlement sur les émoluments de l'office cantonal des automobiles et de la navigation (RemOCAN; H 1 05.08)

Art. 6³³ – Cyclomoteurs

³⁰ Restructuration du titre V de la quatrième partie (400-408) du 26.11.1960.

³¹ Titre V de la quatrième partie, 400, 402, 404-407, 409; 30.11.1989.

³² Modification du 26.06.2008.

Emoluments pour cyclomoteurs :

- a) délivrance d'une plaque pour cyclomoteur 5 F
- b) délivrance d'une vignette pour plaque pour cyclomoteur 8 F (20)
- c) délivrance d'un permis de circulation pour cyclomoteurs 35 F (12)
- d) délivrance d'un duplicata de permis de circulation, y compris la vignette

Règlement d'application de diverses dispositions de la loi générale sur les contributions publiques 30 décembre 1958 (RDLC; RSG D 3 05.04)

Chapitre II A Impôt sur les cycles et véhicules assimilés

Art. 29B³⁴

Les communes autorisées à délivrer les signes distinctifs avec permis pour cyclomoteurs reçoivent à titre de rétrocession une somme de 3 F prélevée sur l'impôt perçu à l'occasion de la délivrance du signe distinctif.

Règlement concernant l'adaptation de certaines contributions au coût de la vie du 13 octobre 1993 (RACV; RSG D 3 05.16)

Art. 1³⁵ – Indice

Dès l'année 2010, le montant des contributions nominales prévues dans la quatrième partie de la loi générale sur les contributions publiques (ci-après: loi), du 9 novembre 1887, est adapté en tout ou partie selon le quotient de l'indice genevois des prix à la consommation du mois d'août 2009 (169,2) par l'indice du mois de janvier 1991 (129,7), respectivement par l'indice du mois de janvier 2002 (157,0) pour les barèmes adaptés en janvier 2002 (indiqués en gras et italique ci-après), ou par l'indice du mois de janvier 2008 (168,1) pour les barèmes adaptés en janvier 2008 (indiqués en italique ci-après), base décembre 1982 égale 100.

Art. 2 – Barèmes

Les barèmes ainsi rectifiés s'établissent comme suit :

- a) (...)
 - b) impôt sur les cyclomoteurs (art. 400 à 409 de la loi)³⁶
- | | |
|-------------------------|-------|
| Montant de base | 10 F |
| Montant adapté dès 2010 | 13 F |
| Indice atteint | 168,6 |

GL

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr (EG SVG; GS VII D/11/1)

Art. 11 – Strassenverkehrsgebühren

¹ Der Kanton erhebt Gebühren für amtliche Verrichtungen im Zusammenhang mit dem Strassenverkehr, insbesondere für die Durchführung von Prüfungen, die Erteilung von Bewilligungen, den Erlass von Verfügungen und das Beschwerdeverfahren.

² Der Regierungsrat erlässt einen Gebührentarif

³³ Modification du 12.08.1992.

³⁴ Modification du 05.09.2007.

³⁵ Modification du 14.10.2009.

³⁶ Modification du 14.10.2009.

Verordnung über den Strassenverkehr vom 27. November 1985 (GS VII D/11/2)

IV. Motorfahräder

Art. 7 – Kontrollschilder

¹ Das für das Polizeiwesen zuständige Departement erlässt bezüglich Fahrzeugausweis und Kontrollschilder die notwendigen Vorschriften.

² Die Ausgabe der Vignetten und der Kontrollschilder obliegt der kantonalen Strassenverkehrsbehörde. Die Ausgabe kann den Fahrzeughändlern übertragen werden.

Art. 8 – Versicherungsnachweis

¹ Der Nachweis über die Haftpflichtversicherung der Motorfahräder muss jährlich beim Bezug der Jahresvignette erbracht werden.

² Die Versicherungspflicht gemäss Artikel 35 der Verkehrsversicherungsverordnung (VVV) kann durch Beitritt zur kantonalen Kollektivversicherung, durch Einzelversicherung oder durch die Mitgliedschaft bei einer Organisation, die ihre Mitglieder kollektiv bei einer in der Schweiz konzessionierten Versicherungsgesellschaft gemäss den gesetzlichen Vorschriften versichert, erfüllt werden.

GR

Verordnung über die Erhebung von Gebühren und Kosten von den Motorfahrzeug- und Fahrradhaltern im Kanton Graubünden vom 24. Oktober 1977 (BR 870.130)

Art. 9³⁷ – Erneuerung der Kontrollschilder, Vignetten und Ausweise für Fahrräder und Motorfahräder

¹ Für die Erneuerung der Kontrollschilder, Vignetten und Ausweise für Fahrräder und Motorfahräder werden von den Ausgabestellen folgende jährliche Gebühren und Prämien erhoben:
(...)

b) Motorfahräder³⁸

Gebühr (Kontrollschild und/oder Vignette) inkl. Verwaltungskostenanteil: 25.–

Kollektiv-Haftpflichtversicherung gemäss Versicherungsvertrag

c) Tagesversicherung für Motorfahräder Gem. Artikel 93 VZV

für 24 Stunden 7.–

für 48 Stunden 9.–

² Erfolgt die Inbetriebnahme bei Motorfahrädern nach dem 30. September, beträgt die Kollektiv-Haftpflichtversicherung die Hälfte des jährlichen Ansatzes.

³ Wer eine genügende Haftpflichtversicherung nachweist, hat die Kollektiv-Versicherungsprämie nicht zu entrichten.

⁴ Von der unter litera b) und c) festgesetzten Gebühr verbleiben der Ausgabestelle als Aufwandentschädigung fünf Franken.

⁵ Für Mutationen gemäss Artikel 95 VZV sind die Ausgabestellen berechtigt, fünf Franken zu belasten.

Art. 10³⁹ – Ersatz verlorener Kontrollschilder und Vignetten für Motorfahräder

Beschädigte, gestohlene oder verlorene Mofa-Kontrollschilder und –Vignetten ersetzen die Aus-

³⁷ Fassung gemäss RB vom 6. Juni 1995.

³⁸ Fassung gemäss RB vom 16. November 2004; tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

³⁹ Fassung gemäss RB vom 25. Februar 2003.

gabestellen durch solche mit gleicher Gültigkeitsdauer gegen Vorlage des Fahrzeugausweises kostenlos.

LU

Verordnung über den Gebührenbezug des Strassenverkehrsamtes vom 30. Oktober 2001 (SRL Nr. 778)

§ 18⁴⁰ – Ausweise für Fahrzeuge und Schiffe

¹ Die Gebühren betragen für

(...)

d. das Ausstellen eines Fahrzeugausweises oder Duplikats für Motorfahräder mit elektrischer Tretunterstützung Fr. 30.–

(...)

§ 19 – Kontrollschilder und Kontrollmarken

¹ Die Gebühren für die leihweise Abgabe der Kontrollschilder sowie für Kontrollmarken betragen:

a. Kontrollschilderpaar Motorfahrzeuge Fr. 20.–

b. Einzelkontrollschild, vorderes oder hinteres Schild, Schiffskontrollschild Fr. 10.–

c. Kontrollschild, Kontrollmarke für Motorfahrrad Fr. 5.–

Verordnung über den Gebührenbezug der Luzerner Polizei vom 10. Juni 2003 (SRL Nr. 682)

§ 6 – Gebühren für zusätzliche Leistungen

Die Gebühren für zusätzliche Leistungen der Luzerner Polizei betragen:

(...)

h. Diverses

(...)

3. Platzgebühr für beschlagnahmte Fahrzeuge:

– Motorfahrrad/Motorrad oder Fahrrad

für die ersten 7 Tage pro Tag Fr. 5.–

ab dem 8. Tag pro Monat Fr. 40.–

NE

Loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux du 6 octobre 1992 (RSN 761.20)

Art. 4⁴¹ – Montant de la taxe, a) critère

Le montant de la taxe est fixé pour chaque genre de véhicule par le barème ci-après. La classification des genres de véhicules se fait selon ceux admis par l'ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers.

Art. 5⁴² – b) En général

⁴⁰ Fassung gemäss Änderung vom 21. Februar 2003, in Kraft seit dem 1. April 2003 (G 2003 27).

⁴¹ Teneur selon L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87).

⁴² Teneur selon L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87).

¹ Le montant de la taxe annuelle est le suivant:

(...)

3. Cyclomoteurs et véhicules assimilésFr. 16.—

(...)

6. Plaques professionnelles ou d'essai

6.1 Pour cyclomoteursFr. 20.—

Art. 13⁴³ – Autorité compétente

¹ La taxe est perçue et les plaques de contrôle ou les vignettes sont délivrées par le service cantonal des automobiles et de la navigation.

² Le département peut déléguer cette compétence s'il s'agit d'un cyclomoteur.

Arrêté concernant les émoluments perçus par le service cantonal des automobiles et de la navigation du 2 avril 2003 (RSN 761.43)

Article premier

Le service cantonal des automobiles et de la navigation perçoit les émoluments suivants:

(...)

4. Permis de circulation

4.1. Etablissement d'un permis de circulation, changement de nom, de canton, duplicata, toutes catégories, sauf pour cyclomoteurs 70.—

4.2. Permis de circulation pour cyclomoteurs

– Etablissement, duplicata, etc 30.—

– Pour véhicules contrôlés par groupe, par unité Fr. 5.-, mais au minimum, par liste

50.—

(...)

5. Contrôle des véhicules

(...)

5.9 Cyclomoteurs 40.—

(...)

5.18. Inspection technique et démontage d'un cyclomoteur non conforme, suite saisie par la police (frais de décision compris) 100.—

6. Plaques de contrôle (réfléchissantes)

(...)

6.3. Plaque pour cyclomoteur 3.—

(...)

13. Demandes d'autorisations de manifestations sportives ou d'utilisation de la voie publique

13.1. (...)

13.2. Courses de cycles, selon le genre et la durée 30.— à 500.—

NW

Gesetz über die Strassenverkehrssteuern vom 22. Oktober 2008 (NG 651.3)

Art. 1 – Grundsatz

¹ Für Motorfahrzeuge, Anhänger und Motorfahrräder, die im Kanton ihren Standort haben und die zum Verkehr zugelassen sind, hat die Halterin oder der Halter jährlich eine Verkehrssteuer zu

⁴³ Teneur selon L du 26 mars 1996 (FO 1996 N° 26).

entrichten.

² Die Vorschriften des Bundes über die Besteuerung ausländischer Motorfahrzeuge bleiben vorbehalten.

Art. 2 – Ausnahmen

¹ Keine Verkehrssteuer ist zu entrichten für Fahrzeuge des Bundes, des Kantons und der Gemeinden, soweit sie zur Erfüllung öffentlicher Aufgaben eingesetzt werden.

² Personen, die wegen ihrer Behinderung zur Fortbewegung auf die Benützung eines Motorfahrzeuges angewiesen sind, wird die Verkehrssteuer auf Gesuch hin erlassen. Die gleiche Vergünstigung wird gewährt, wenn Familienangehörige oder andere nahestehende Personen ein Motorfahrzeug halten, um Personen mit einer Behinderung zu betreuen.

³ Wird das Motorfahrzeug auch für andere Fahrten benützt, tritt an die Stelle des Steuererlasses eine den Umständen angemessene Ermässigung der Verkehrssteuer.

Art. 5 – Beginn und Ende der Steuerpflicht

Die Steuerpflicht beginnt am Tag der amtlichen Zulassung des Fahrzeuges und endet mit dem Tag, an dem die Kontrollschilder zurückgegeben werden.

Art. 6 – Meldepflicht

Die Halterin oder der Halter eines Fahrzeuges hat, bevor das Fahrzeug auf öffentlichen Verkehrsflächen benutzt wird, alle Tatsachen zu melden, welche die Steuerpflicht begründen oder zu einer Änderung der Steuerveranlagung führen können.

Art. 8 – Steueransätze

Die Höhe der Verkehrssteuern richtet sich nach dem Tarif im Anhang.

Art. 9 – Steuerperiode

¹ Steuerperiode ist das Kalenderjahr.

² Die Steuer wird für die Steuerperiode veranlagt. Wird ein Fahrzeug im Verlaufe der Steuerperiode zum Verkehr zugelassen, wird die Steuer vom Tag der Ausgabe des Kontrollschildes bis zum Ende der Steuerperiode veranlagt.

³ Die Veranlagungen sind ohne Unterschrift gültig.

Art. 10 – Steuerbezug

¹ Die Verkehrssteuer wird für die ganze Steuerperiode zum Voraus erhoben. Sie kann in zwei Halbjahresraten entrichtet werden, wobei eine Bearbeitungsgebühr zu bezahlen ist.

² Die Steuerforderung ist mit der Eröffnung der Veranlagung fällig. Die Zahlungsfrist beträgt 30 Tage.

³ Werden die Steuern nicht binnen der Zahlungsfrist entrichtet, werden nach einer gebührenpflichtigen Mahnung die Kontrollschilder und der Fahrzeugausweis auf Kosten der steuerpflichtigen Person eingezogen; die Strafverfolgung bleibt vorbehalten.

Art. 15 – Strafbestimmung

¹ Zuwiderhandlungen gegen dieses Gesetz, insbesondere gegen die Meldepflicht nach Art. 6, werden mit Busse bestraft.

² Fahrlässige Zuwiderhandlungen sind strafbar.

Art. 16 – Vollzug

¹ Das Verkehrssicherheitszentrum Obwalden und Nidwalden (VSZ) 5 wird mit dem Vollzug beauftragt.

² Der Regierungsrat erlässt die für den Vollzug dieses Gesetzes erforderlichen Bestimmungen.

Anhang Tarif der Strassenverkehrssteuer (NG 651.3)

(...)
6. – Motorfahräder
Die Jahressteuer für Motorfahräder beträgt Fr. 25.–. (...)

Gebührentarif des Verkehrssicherheitszentrums Obwalden/Nidwalden (Gebührentarif VSZ; NG 651.21)

I. Es werden folgende Gebühren erhoben:
(...)
3. Kontrollschilder/Vignetten
3.1 Kontrollschilder
(...)
3.1.5 Motorfahrrad-Kontrollschild 10.– bis 20.–

OW

Gesetz über die Strassenverkehrssteuern vom 4. Dezember 2008 (GDB 771.2)

I. Steuerpflicht

Art. 1 – Grundsatz

¹ Für Motorfahrzeuge, Anhänger und Motorfahräder, die im Kanton ihren Standort haben und die zum Verkehr zugelassen sind, hat die Halterin oder der Halter jährlich eine Verkehrssteuer zu entrichten.

² Die Vorschriften des Bundes über die Besteuerung ausländischer Motorfahrzeuge bleiben vorbehalten.

Art. 2 – Ausnahmen

¹ Keine Verkehrssteuer ist zu entrichten für Fahrzeuge des Bundes, des Kantons und der Gemeinden, soweit sie zur Erfüllung öffentlicher Aufgaben eingesetzt werden.

² Personen, die wegen ihrer Behinderung zur Fortbewegung auf die Benützung eines Motorfahrzeugs angewiesen sind, wird die Verkehrssteuer auf Gesuch hin erlassen. Die gleiche Vergünstigung wird gewährt, wenn Familienangehörige oder andere nahestehende Personen ein Motorfahrzeug halten, um Personen mit einer Behinderung zu betreuen. Der Erlass der Verkehrssteuer erfolgt unter Beachtung der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit.

³ Wird das Motorfahrzeug auch für andere Fahrten benützt, so tritt an die Stelle des Steuererlasses eine den Umständen angemessene Ermässigung der Verkehrssteuer.

Art. 5 – Meldepflicht

Die Halterin oder der Halter eines Fahrzeugs hat, bevor das Fahrzeug auf öffentlichen Verkehrsflächen benutzt wird, alle Tatsachen zu melden, welche die Steuerpflicht begründen oder zu einer Änderung der Steuerveranlagung führen können.

Art. 6 – Bemessungsgrundlagen

(...)

² Steuern nach pauschalen Ansätzen werden erhoben für:

b. Motorfahräder,

(...)

Art. 12 – Steuerrückerstattung

¹ Werden die Kontrollschilder vor Ablauf der Steuerperiode hinterlegt, so werden die für den Rest der Steuerperiode bezahlten Steuern zurückerstattet. Die Reststeuer wird nicht zurückerstattet, wenn nach Abzug der Bearbeitungsgebühr ein Restbetrag von weniger als Fr. 10.– verbleibt.

² Bei Motorfahrrädern wird die Steuer in keinem Fall zurückerstattet.

Anhang

Tarif der Verkehrssteuern

(...)

6. Als Pauschalsteuer Fr.

(...)

6.4 Motorfahrräder (ohne Versicherungsprämie) 12.50

Ausführungsbestimmungen über Kosten für Polizeidienste vom 11. Januar 2005 (GDB 510.112)

Art. 11 – Verwaltungstätigkeit und -vollzug

Für folgende Verwaltungstätigkeiten und -vollzüge sowie für die Lagerung nicht fristgerecht abgeholter Fahrzeuge werden in Rechnung gestellt:

(...)

c. Lagerung von Fahrzeugen, je Tag

	in Halle	im Freien
--	----------	-----------

Fr.

Fr.

– Motorrad/Motorroller

10.–

8.–

(...)

e. Zustellung eines Fahrrades/Motorfahrrades 15.– bis 55.–

SG

Gesetz über die Strassenverkehrsabgaben (sGS 711.70)

Art. 7.⁴⁴ – Steuerzweck

¹ Der Reinertrag der Steuer deckt die Aufwendungen des Kantons für Bau und Unterhalt der Strassen nach Strassengesetz sowie für die Kontrolle des Strassenverkehrs, soweit nicht andere Mittel zur Verfügung stehen.

² ...

³ Massnahmen der Verkehrserziehung und der Unfallverhütung können aus dem Steuerertrag unterstützt werden.

⁴ Der Kantonsrat beschliesst über die Verwendung der Steuer im Rahmen mehrjähriger Strassenbauprogramme. Er kann verzinsliche Vorschüsse aus allgemeinen Kantonsmitteln beschliessen.⁴⁵

2. Motorfahrradsteuer

Art. 20.⁴⁶ – Steuerobjekt

¹ Der Kanton erhebt eine Steuer für Motorfahrräder, die im Kanton St.Gallen ihren Standort haben.

² Die Motorfahrräder des Bundes sind steuerfrei.

⁴⁴ Fassung gemäss VI. Nachtrag.

⁴⁵ Zweiter Satz eingefügt durch II. NG.

⁴⁶ Fassung gemäss V. Nachtrag.

Art. 21. – Steuersubjekt

¹ Steuerpflichtig ist, wer im Zeitpunkt, in dem das Kontrollschild ausgegeben wird, als Halter des Motorfahrrades gilt.

Art. 22.⁴⁷ – Jahressteuer⁴⁸

¹ Bei der Ausgabe des Kontrollschildes wird eine Jahressteuer von Fr. 20.– erhoben.

Art. 25.⁴⁹ – Steuerzweck

¹ Die Steuer fällt zu drei Vierteln dem Kanton und zu einem Viertel der politischen Gemeinde zu.

² Der Kanton verwendet seinen Anteil gemäss Art. 7 dieses Gesetzes.

Verkehrsgebührentarif vom 20. Dezember 2005 (sGS 718.1)

10 Fahrzeugzulassung

(...)

110 Motorfahräder 53.– bis 134.–

(...)

206 Administrativmassnahmen

(...)

206.02.2 Führerausweis für Motorfahräder 60.– bis 400.–

(...)

Einführungsverordnung zum eidgenössischen Strassenverkehrsgesetz vom 20. November 1979 (sGS 711.1)

Art. 9.⁵⁰ – Prüfung der Motorfahräder

¹ Motorfahräder werden jährlich auf ihre Betriebssicherheit geprüft.

² Zu kontrollieren sind insbesondere Lenkung, Bremsen und Beleuchtung.

³ Die Prüfung kann privaten Fachleuten übertragen werden.

Art. 10⁵¹ – Zulassung der Motorfahräder

¹ Die jährliche Zulassung der Motorfahräder zum Verkehr ist Sache der politischen Gemeinde.

² Die politische Gemeinde:

a) nimmt den Versicherungsnachweis oder die Anmeldung zur kantonalen Kollektivversicherung entgegen;

b) zieht die Motorfahrradsteuer ein;

c) führt den Fahrzeugausweis nach;

d) gibt das Kontrollschild ab.

³ Die politische Gemeinde kann diese Aufgaben mit Zustimmung des Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamtes geeigneten Privaten übertragen.

⁴⁷ Fassung gemäss II. NG.

⁴⁸ Fassung gemäss II. NG.

⁴⁹ Fassung gemäss V. Nachtrag.

⁵⁰ Fassung gemäss Nachtrag.

⁵¹ Geändert durch III. Nachtrag zur Haushaltverordnung.

Verordnung zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr (Kantonale Strassenverkehrsverordnung; SHR 741.11)

§ 8 – Prüfung der Motorfahräder

¹ Motorfahräder werden in der Regel alle zwei Jahre einer Nachkontrolle unterzogen, bei der die Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften geprüft wird.

² Der Umfang der Kontrolle wird vom Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamt⁵² festgelegt.

³ Die Prüfung kann privaten Fachleuten übertragen werden.

Verordnung über die Gebühren im Strassenverkehr vom 27. Mai 1997 (SHR 741.012)

(...)	
E. Kontrollschilder / Vignetten	Fr.
1. Kontrollschilder	5 – 40
2. Verkehrsgebühr Motorfahräder (inklusive Vignette)	20
3. Ersatz Mofa-Vignette ⁵³	10
(...)	
H. Führerprüfungen ⁵⁴	
(...)	
Verkehrstheorie Motorfahrrad	25
(...)	
I. Fahrzeugprüfungen	
(...)	
23. Motorfahrrad ⁵⁵	30
(...)	

Verwaltungsvereinbarung zwischen dem Kanton Schaffhausen und der Schweizerischen Eidgenossenschaft, vertreten durch das Finanzdepartement bzw. die Zollverwaltung über die Zusammenarbeit zwischen der Schaffhauser Polizei und dem Grenzwachtkorps bzw. der Eidgenössischen Zollverwaltung vom 22. April / 13. Mai 2008 (SHR 354.113)

Anhang	
Ordnungsbussenliste	
(...)	
601. Nichttragen des Schutzhelmes durch die Führerin oder den Führer eines Motorfahrrades (Art. 3b Abs. 3 VRV)	Fr. 30
(...)	
607. Verbotenes Nebeneinanderfahren (Art. 43 Abs. 1 VRV)	
(...)	
2. mehrere Motorfahräder	20
3. Fahrrad und Motorfahrrad	20
(...)	
703. Fahren ohne	

⁵² Fassung gemäss V vom 3. Januar 2001, in Kraft getreten am 1. Januar 2001 (Amtsblatt 2001, S. 68).

⁵³ Fassung gemäss RRB vom 6. Dezember 2005, in Kraft getreten am 1. Januar 2006 (Amtsblatt 2005, S. 1675).

⁵⁴ Fassung gemäss RRB vom 25. März 2003, in Kraft getreten am 1. April 2003 (Amtsblatt 2003, S. 464).

⁵⁵ Fassung gemäss RRB vom 12. Dezember 2000, in Kraft getreten am 1. Januar 2001 (Amtsblatt 2000, S. 1909).

(...)

4. den erforderlichen Rückspiegel bei Motorfahrrädern (Art. 181 Abs. 1 VTS)

20

SO

Gebührentarif vom 24. Oktober 1979 (BGS 615.11)

§ 99.⁵⁶

Technische Kontrolle eines Motorfahrrades

Fr.

120

Verordnung über den Strassenverkehr vom 3. März 1978 (BGS 733.11)

§ 7. Motorfahrzeugkontrolle

Die Motorfahrzeugkontrolle ist insbesondere zuständig für:

(...)

l) die Erteilung eines Führerausweises für Motorfahrräder vor Erreichen des vierzehnten Altersjahres nach Artikel 28 VZV;

(...)

§ 8. Abteilung Administrativmassnahmen im Strassenverkehr

Die Abteilung Administrativmassnahmen im Strassenverkehr⁵⁷ ist zuständig zum Erlass von Administrativmassnahmen, insbesondere:

(...)

e) Entzug des Führerausweises für Motorfahrräder beziehungsweise Verbot des Führens eines Motorfahrrades;

(...)

TI

Legge sulle imposte e tasse di circolazione dei veicoli a motore del 9 febbraio 1977 (RL 7.4.2.2)

Art. 1⁵⁸ – Imposte di circolazione

¹ Ogni licenza di circolazione comporta il pagamento di una imposta annuale di:

(...)

b) fr. 21.-- per ciclomotori;

Art. 3⁵⁹ – Computo dell'imposta di circolazione

Le imposte, ad eccezione di quella per i ciclomotori e per i carri a mano provvisti di motore, sono prelevate in ragione di tanti trecentosessantesimi quanti sono i giorni che intercorrono dalla data del rilascio della licenza di circolazione alla fine dell'anno civile.

⁵⁶ § 99 Fassung vom 8. September 1999.

⁵⁷ Fassung vom 6. Mai 1986.

⁵⁸ Art. modificato dalla L 24.6.1997; in vigore dal 1.1.1998 - BU 1997, 394; precedenti modifiche: BU 1982, 313; BU 1985, 387; BU 1989, 221.

⁵⁹ Art. modificato dalla L 20.6.1989; in vigore dal 1.1.1990 - BU 1989, 221; precedente modifica: BU 1982, 313.

Regolamento di applicazione della Legge sulle imposte e tasse di circolazione dei veicoli a motore del 1 dicembre 1992 (RL 7.4.2.2.1)

Art. 5 ⁶⁰ – Tasse concernenti i conducenti, competenza e importi	
La Sezione circolazione riscuote le seguenti tasse :	
a) Esami di guida	
(...)	
- scritto (categoria ciclomotori)	Fr. 15.–
- scritto (categoria ciclomotori), per ogni ripetizione	Fr. 10.–
(...)	
Art. 6 – Tasse concernenti i veicoli, competenza e importi, a) Sezione circolazione	
La Sezione circolazione riscuote le seguenti tasse :	
a) Esami dei veicoli	
¹ Ciclomotore	Fr. 20.–
(...)	
b) Licenze di circolazione	
¹ Rilascio (...) della licenza di circolazione per ciclomotori	Fr. 20.–
(...)	
³ Sostituzione o emissione di un duplicato (...) della licenza di circolazione per ciclomotori	Fr. 15.–
⁴ Modifica (...) della licenza di circolazione per ciclomotori ad eccezione del cambiamento di indirizzo ⁶¹	Fr. 15.–
c) Targhe	
¹ Rilascio (...) di una targa di ciclomotore	Fr. 10.–
(...)	

TG

Verordnung des Regierungsrates über die Gebühren des Strassenverkehrsamtes vom 18. November 1997 (RB 631.12)

§ 8 ⁶² – Führerprüfungen	
Für Führerprüfungen werden Gebühren wie folgt erhoben:	
(...)	Fr.
e. Kategorie M, G	60.–
§ 9 – Administrativ-Massnahmen	
Für Administrativ-Massnahmen werden Gebühren wie folgt erhoben:	
1. Verweigerung, Entzug oder Aberkennung von Ausweisen sowie Fahrverbot	240.–
2. Verwarnung	120.–
3. Änderung einer Massnahme	120.– bis 240.–
4. Überprüfung der Fahrtauglichkeit, Anordnung von Auflagen	120.–
5. Verkehrsunterricht zur Nachschulung	200.– bis 300.–
6. Anordnung medizinischer oder verkehrspsychologischer Gutachten	60.–

⁶⁰ Art. modificato dal R 25.11.2008; in vigore dal 1.1.2009 – BU 2009, 678; precedenti modifiche: BU 1996, 505; BU 2003, 120.

⁶¹ Cifra introdotta dal R 25.11.2008; in vigore dal 1.1.2009 – BU 2008, 678.

⁶² Fassung gemäss RRV vom 25. März 2003.

7. Aufgebot zur ärztlichen Kontrolluntersuchung	20.–
8. Mahnung wegen Verzug eines Arztzeugnisses	40.–
§ 12 ⁶³ – Fahrzeugprüfungen	Fr.
Für Fahrzeugprüfungen werden Gebühren wie folgt erhoben:	
01. Motorrad, Motorfahrrad, Kleinmotorrad und Kleinmotorrad-Dreirad	40.–

UR

Gesetz über die Strassenverkehrssteuern vom 24. April 1994 (RB 50.1411)

Artikel 2 – Steuergegenstand und Steuerpflicht

¹ Steuergegenstand sind die Motorfahrzeuge, Anhänger und Motorfahrräder mit Standort im Kanton Uri, die auf öffentlichen Verkehrsflächen verwendet werden.

² Steuerpflichtig ist der Fahrzeughalter.

Artikel 3 – Steuerbefreiung und Steuererlass

¹ Von der Steuer befreit sind:

- Fahrzeuge des Bundes, soweit sie ausschliesslich dienstlich verwendet werden;
- Fahrzeuge der Feuerwehr, des Zivilschutzes und der Sanität;
- Fahrzeuge, die nach den Bestimmungen des Bundesrechts weder Ausweise noch Kontrollschilder benötigen.

² Die zuständige Direktion⁴ kann die Steuer auf Antrag hin ganz oder teilweise erlassen:

- für Fahrzeuge Behinderter, die wegen ihrer Behinderung auf das Fahrzeug angewiesen sind;
- für Fahrzeuge gemeinnütziger Organisationen, die überwiegend im sozialen Bereich eingesetzt werden;
- für Fahrzeuge, die aufgrund eines Eintrages im Fahrzeugausweis nur auf beschränkten Fahrstrecken innerhalb des Kantons zum Verkehr zugelassen sind.

Artikel 5 – Meldepflicht

Der Fahrzeughalter hat dem zuständigen Amt, bevor er das Fahrzeug auf öffentlichen Verkehrsflächen benutzt, alle Tatsachen zu melden, die die Steuerpflicht begründen oder zu einer Änderung der Steuerveranlagung führen können.

Artikel 6 – Bemessungsgrundlage

¹ Die Strassenverkehrssteuer bemisst sich nach dem im Fahrzeugausweis eingetragenen und in der Schweiz gesetzlich zugelassenen Gesamtgewicht des Fahrzeuges.

² Steuern nach pauschalen Ansätzen werden erhoben:

(...)

- für Motorfahrräder.

Artikel 7 – Steueransätze

Der Landrat bestimmt durch Verordnung die Steueransätze für die einzelnen Fahrzeugkategorien.

Verordnung über den Strassenverkehr vom 14. Februar 1990 (RB 50.1311)

⁶³ Fassung gemäss RRV vom 25. März 2003.

Artikel 8 – Prüfung der Motorfahräder

¹ Das für den Strassenverkehr zuständige Amt prüft die Motorfahräder, die zum Verkehr zugelassen werden sollen, jährlich auf ihre Betriebssicherheit.

² Es kann diese Prüfung gestützt auf entsprechende Vereinbarungen privaten Fachleuten übertragen.

Artikel 9 – Zulassung der Motorfahräder

¹ Motorfahräder müssen jährlich neu zum Verkehr zugelassen werden.

² Voraussetzungen hiefür sind:

a) der betriebsbereite Zustand, der durch den Prüfungsbericht nach Artikel 8 bestätigt werden muss;

b) der Versicherungsnachweis oder die Anmeldung zur kantonalen Kollektiv-Haftpflichtversicherung.

³ Sind diese Voraussetzungen erfüllt, gibt das für den Strassenverkehr zuständige Amt das Kontrollschild ab. Es kann die Abgabe des Kontrollschildes gegen angemessene Entschädigung geeigneten Stellen übertragen und mit diesen entsprechende Vereinbarungen treffen.

Strassenbaugesetz des Kantons Uri vom 2. Mai 1971 (BR 50.1111)

Artikel 26 – Fahrzeugabgaben

Der Kanton erhebt auf den Fahrzeugen, welche zur Teilnahme am Strassenverkehr bestimmt sind, Steuern und Gebühren nach besonderer landrätlicher Verordnung.

Artikel 27 – Parkiergebühren

Für die Beanspruchung von öffentlichem Grund und Boden bzw. vom Gemeinwesen zur Verfügung gestellten Grund für das Abstellen von Fahrzeugen können Gebühren erhoben werden. Der Kanton kann die Befugnis zur Erhebung dieser Gebühr für Kantonsstrassen und -plätze der Gemeinde abtreten.

Verordnung über die Strassenverkehrssteuern vom 4. Juni 1997 (BR 50.1413)

Artikel 6 – Steuer für Motorfahräder

Die Jahressteuer für Motorfahräder beträgt Fr. 15.—.

VD

Loi sur la taxe des véhicules automobiles et des bateaux du 1 novembre 2005 (LTVB ; RSV 741.11)

Chapitre II Taxe sur les véhicules automobiles

Art. 5 – Classification

¹ Les véhicules automobiles et les remorques soumis à la taxe sont classés conformément à l'ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers A.

Art. 6 – Calcul

¹ La taxe est déterminée en fonction :

a. du poids total et de l'émission de CO₂ pour les véhicules automobiles jusqu'à 3500 kilogrammes;

- b. du poids total pour les véhicules automobiles excédant 3500 kilogrammes et les remorques;
- c. de la cylindrée pour les motocycles;
- d. de la puissance en watts pour les véhicules mus par des moteurs électriques.

Art. 8 – Taxe sur les cyclomoteurs

¹ La taxe sur les cyclomoteurs est au forfait et indivisible.

Règlement fixant la taxe des véhicules automobiles et des bateaux du 21 décembre 2005 (RTVB; RSV 741.11.1)

Chapitre IV Cyclomoteurs

Art. 11 – Barème pour les cyclomoteurs

¹ La taxe est de CHF 20.-.

Art. 16⁶⁴ – Barème pour les véhicules mus par des moteurs électriques 1

¹ La taxe est de

- a. Cyclomoteurs : CHF 9.- ;
- (...)

Règlement sur les émoluments perçus par le Service des automobiles et de la navigation du 7 juillet 2004 (RE – SAN; RSV 741.15.1)

Art. 5 – Permis de circulation

¹ Les émoluments pour les permis de circulation sont les suivants :

(...)

- k. Etablissement d'un permis de circulation pour cyclomoteur (y.c. prime d'assurance RC et vignette) 70.-
- l. Renouvellement de l'assurance RC cyclomoteur (y.c. vignette) 40.-
- m. Etablissement d'un duplicata du permis de circulation cyclomoteur 20.-
- n. Remplacement de la vignette pour cyclomoteurs en cas de perte ou de vol 5.-

Art. 29 – Plaques

¹ Les émoluments pour la remise ou l'échange de plaques sont les suivants:

(...)

- c. Pour collectionneurs de plaques, la plaque 30.-

(...)

Art. 33⁶⁵ – Dépôt et reprise de plaques

¹ Les plaques de contrôle déposées ne restent à la disposition du détenteur que durant un an avant leur destruction, à l'exception des plaques de cyclomoteurs qui sont détruites sans délai.

⁶⁴ Modification du 16.12.2009.

⁶⁵ Modification du 16.12.2009.

Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge vom 16. September 2004 (RS/V5 641.5)

Art. 5 – Steuertabelle

¹ Die jährliche Steuer ist wie folgt festgesetzt:

(...)

3. Motorfahräder Fr. 15.–

(...)

² Bei jeder Erhöhung des Landesindexes der Konsumentenpreise um fünf Prozent kann der Staatsrat den Betrag der Steuer im selben Ausmass anheben. Bruchteile, die bei der letzten Anpassung nicht berücksichtigt wurden, werden bei der folgenden berücksichtigt. Auf Teilbeträge von unter einem Franken wird verzichtet.

Reglement über den Tarif der Gebühren und Kosten im Bereich der Zulassung von Personen und Fahrzeugen zum Strassenverkehr vom 18. März 2003 (RS/V5 741.104)

Art. 9 – Besondere Bestimmungen für Motorfahräder

1.1 Ausstellen eines Fahrzeugausweises Fr. 20.–

1.2 Schilder für Motorfahräder mit Steuern (ohne Haftpflichtversicherung) Fr. 15.–

1.3 Ausserordentliche obligatorische Kontrolle nach Polizeirapport Fr. 50.–

(...)

Loi sur l'imposition des véhicules automobiles du 16 septembre 2004 (RS/V5 641.5)

Art. 5 – Barème de l'impôt

¹ Le montant annuel de l'impôt est le suivant:

(...)

3. Cyclomoteurs Fr. 15.–

(...)

² Chaque fois que l'indice des prix à la consommation augmente de cinq pour cent, le Conseil d'Etat peut adapter le montant de l'impôt dans cette même proportion. Les fractions négligées de l'indexation précédente seront reprises en considération pour la suivante. Les fractions inférieures à un franc sont abandonnées.

Règlement fixant le tarif des émoluments et des frais en matière d'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière du 18 mars 2003 (RS/V5 741.104)

Art. 9 Dispositions propres aux cyclomoteurs

1.1 Délivrance d'un permis de circulation Fr. 20.–

1.2 Plaques pour cyclomoteur avec impôt (assurance RC non comprise) Fr. 15.–

1.3 Contrôle obligatoire extraordinaire suite à un rapport de police Fr. 50.–

ZG

Gesetz über die Steuern im Strassenverkehr vom 30. Oktober 1986 (BGS 751.22)

§ 1 – Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz regelt die Strassenverkehrssteuern.

² Die Gebühren im Motorfahrzeug- und Fahrradverkehr werden vom Regierungsrat festgelegt.

§ 2 – Steuerobjekt

¹ Der Kanton erhebt eine jährliche Steuer auf Motorfahrzeuge, Motorfahrzeuganhänger und Motorfahräder, die nach den Bestimmungen des Bundesrechts ihren Standort im Kanton Zug haben.

² Die Besteuerung ausländischer Fahrzeuge richtet sich nach Bundesrecht.

§ 17 – Besteuerung von Fahrrädern und Motorfahrrädern

¹ Für Fahrräder werden keine Steuern erhoben.

² Für Motorfahräder beträgt die Jahressteuer Fr. 20.–.

ZH

Verkehrsabgabenverordnung vom 23. November 1983 (LS 741.11)

§ 5. Besonderem Arten von Motorrädern

Für besondere Arten von Motorrädern beträgt die jährliche Verkehrsabgabe:

(...)

d. Motorfahräder Fr. 12.50 pauschal

§ 9. – Abgabefreie Anhänger

Anhänger an Arbeitskarren, Motorkarren und Motorfahrrädern sind abgabefrei.

II. Règlements relatifs à la circulation ⁶⁶

AI

Verordnung zum Jagdgesetz vom 13. Juni 1989 (JaV; BGS 922.010)

Art. 37⁶⁷ – Schutz des Lebensraumes

¹ Dem Schutz des Lebensraumes der wildlebenden Säugetiere und Vögel ist besondere Beachtung zu schenken.

² Veranstaltungen sportlicher oder anderer Natur, die nachhaltige Störungen des Wildes oder dessen Lebensraumes hervorrufen können, sind bewilligungspflichtig. Das Befahren von Wald und Weide mit Motorrädern und Motorfahrrädern ist verboten.

³ Zum Schutze von Einstandsgebieten des Wildes kann die Standeskommission örtlich und zeitlich begrenzte Bejagungsverbote erlassen. Aus dem gleichen Grund kann sie das Starten und Landen von Hänggleitern und Gleitschirmen sowie das Skifahren und Langlaufen beschränken.

⁴ Treten wiederholt Störungen des Wildes auf, kann die Standeskommission Schutzmassnahmen anordnen oder Ruhezone erlassen.

⁵ Die systematische Suche nach Abwurfstangen ist verboten.

GE

Règlement concernant la circulation des véhicules automobiles et des cyclomoteurs dans les forêts, sites protégés, secteurs mis à ban et les cultures du 18 mai 1983 (RCVF ; RSG 5 10.08)

Art. 1 – Champ d'application

Le présent règlement s'applique :

- a) dans les forêts;
- b) dans les sites protégés;
- c) dans les secteurs mis à ban;
- d) dans les cultures.

Art. 2 – Autorité compétente

Le département de l'intérieur et de la mobilité(9) (ci-après : département) est chargé de l'application du présent règlement.

Art. 3 – Interdiction de circuler

¹ La circulation des véhicules automobiles et des cyclomoteurs est interdite en dehors de la voie publique dans les zones mentionnées à l'article 1.

² Travaux forestiers et agricoles : La circulation des véhicules automobiles affectés aux travaux forestiers et agricoles est réservée.

³ Pratique sportive : La pratique sportive de certains véhicules à moteur, telle que le trial, peut être autorisée par le département sur des pistes aménagées à cet effet.

⁶⁶ Dispositions légales spécifiquement applicables aux VAE. Les règlements relatifs à la circulation applicables aux vélos traditionnels figurent au chapitre 6, I.

⁶⁷ Ergänzt (Abs. 4 und 5) durch GrRB vom 25. März 2002.

SG

Übertretungsstrafgesetz vom 13. Dezember 1984 (sGS 921.1)

Art. 11. – Verbotener Verkehr ausserhalb von Strassen

¹ Wer ausserhalb von Strassen Wald, Weiden, Wiesen oder Äcker ohne Bewilligung mit einem Raupenfahrzeug oder ohne ausgewiesenes Bedürfnis mit einem anderen Motorfahrzeug oder einem Motorfahrrad befährt, wird mit Busse bestraft.
(...)

Schiffahrtsverordnung vom 25. April 1980 (sGS 714.11)

Art. 23. – Seegfrörni

¹ Bei Seegfrörni ist das Befahren der Eisfläche mit Motorfahrzeugen und Motorfahrrädern verboten. Ausgenommen sind Fahrzeuge der Polizei, der Rettungs- und der Reinigungsdienste.

SZ

Verordnung über die Verwendung von Motorfahrzeugen ausserhalb der öffentlichen Strassen und Wege vom 9. September 1976 (SRSZ 782.120).

§ 1⁶⁸ – Zweck

¹ Diese Verordnung regelt den Fahrzeugverkehr ausserhalb öffentlicher Strassen im Interesse des Natur- und Landschaftsschutzes, der Forst-, Land- und Alpwirtschaft, des Umweltschutzes, des Jagdwesens und des geordneten Motorsportes.

² Die Verwendung von Motorfahrzeugen im Wald und auf Waldstrassen wird in der Waldgesetzgebung geregelt.

§ 2 – Geltungsbereich

Die Verordnung gilt für alle Motorfahrzeuge im Sinne von Art. 7 des Bundesgesetzes über den Strassenverkehr, vom 19. Dezember 1958, ferner auch für Motorfahrräder (...).

§ 3 – Verwendungsverbot

Die Verwendung von Motorfahrzeugen ist unter Vorbehalt der §§ 4 und 5 verboten:

- a) ausserhalb der öffentlichen Strassen und Wege im Sinne des Bundesgesetzes über den Strassenverkehr;
- b) auf Schlittelwegen, Skipisten, Fuss- und Wanderwegen anderer Art, die sich für den Verkehr mit Motorfahrzeugen nicht eignen oder offensichtlich nicht dafür bestimmt sind sowie im offenen Gelände.

§ 4 – Ausnahmen ohne Bewilligung

Vom Verbot des § 3 sind ausgenommen:

- a) die berufliche oder dienstliche Verwendung von Motorfahrzeugen gemäss § 2 für:
 1. die Land- und Forstwirtschaft, einschliesslich Gartenbau,
 2. die medizinische Betreuung, den Sanitäts- und Rettungsdienst,
 3. die Polizei, Feuerwehr und Ölwehr,
 4. die Armee, den Zivilschutz, die Gesamtverteidigung und Katastrophenhilfe,

⁶⁸ Abs. 2 neu eingefügt am 21. Oktober 1998; in Kraft getreten am 1. Januar 1999 (Abl 1999 8).

- 5. die Pisten- und Loipenbearbeitung,
- 6. den Hoch- und Tiefbau, einschliesslich Strassenunterhalt,
- 7. den werkinternen Verkehr;
- b) der Motorfahrzeugverkehr der Berechtigten, ausgenommen mit Raupenfahrzeugen, auf privaten Strassen, Wegen und Plätzen, die für den Verkehr mit Motorfahrzeugen bestimmt oder geeignet sind;
- c) der Einsatz von Motorfahrzeugen auf bewilligten Trainingspisten.

§ 5 – Ausnahmen mit Bewilligung

¹ Für den Unterhalt von Strassen- und Materialtransportanlagen oder den Zubringerdienst zu abgelegenen Gebäuden mit Raupenfahrzeugen bewilligt das Polizeidepartement Ausnahmen vom Verbot nach § 3.

² Für motorsportliche Übungen und Wettkämpfe erteilt das Departement Ausnahmegewilligungen, sofern die Eigentümer der befahrenen Grundstücke ihre Zustimmung geben und die Voraussetzungen gemäss § 1 erfüllt sind.

³ Für sportliche Übungen und Wettkämpfe mit Raupenfahrzeugen kann das Departement im Rahmen des Bundesrechts und des § 1 eine Ausnahmegewilligung nur erteilen, wenn diese für eine zeitlich beschränkte Veranstaltung gilt und der Wettkampf in einem abgelegenen und unbewohnten Gebiet durchgeführt wird.

⁴ Die Bewilligungen werden nur erteilt, wenn der Gesuchsteller eine genügende Haftpflichtversicherung vorweisen kann.

⁵ Die erlaubte Strecke oder Region, der Verwendungszweck und allfällige Auflagen sind in der Bewilligung anzugeben.

⁶ Bei Missbrauch kann die Bewilligung entzogen werden.

§ 6 – Rechtsmittel

Die Verfügungen des Polizeidepartementes können nach Massgabe der Gesetzgebung über die Verwaltungsrechtspflege durch Beschwerde an den Regierungsrat weitergezogen werden.

§ 7 – Strafbestimmung

¹ Widerhandlungen gegen Bestimmungen dieser Verordnung werden mit Busse von Fr. 50.- bis Fr. 1000.- oder mit Haft bestraft.

² Bundesrechtliche Strafbestimmungen bleiben vorbehalten.

Verordnung betreffend die Moorlandschaft Rothenthurm vom 6. September 2007 (SRSZ 722.311)

§ 4 – Allgemeine Verhaltensvorschriften

¹ Im Schutzgebiet ist untersagt:

(...)

e) das Reiten und Rad fahren ausserhalb der markierten und befestigten Wege;

(...)

² Das Befahren der im Nutzungsplan mit einem Fahrverbot gekennzeichneten Strassen mit Motorfahrzeugen aller Art ist verboten. Vom Verbot ausgenommen sind Fahrten, die für die Bewirtschaftung sowie für den Unterhaltsdienst öffentlicher oder privater Versorgungswerke notwendig sind. Die Fahrverbote werden mit dem Signal «Verbot für Motorwagen, Motorräder und Motorfahrräder» (Signal 2.1411) an den im Nutzungsplan bezeichneten Standorten angezeigt und mit der Zusatztafel «Land- und Forstwirtschaftsverkehr gestattet» versehen.

³ Die im Nutzungsplan bezeichneten Radwege sind für Radfahrer besonders geeignete Routen.

UR

Reglement über den Schutz des Südufers des Urnersees vom 12. September 2000 (10.5110)

Artikel 6 – Allgemeine Schutzbestimmungen

¹ Verboten sind in den Schutzzonen gemäss Artikel 4 alle Massnahmen und Einrichtungen, die:

(...)

n) das Gebiet ausser zu Pflege- und Nutzungszwecken mit Motorwagen, Motorrädern und Motorfahrrädern zu befahren;

(...)

ZG

Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 1977 (BGS 751.21)

§ 12 – Vorzeitige Erteilung des Führerausweises für Motorfahräder

Über die Erteilung des Führerausweises für Motorfahräder an Jugendliche vor Erreichung des 14. Altersjahres gemäss Art. 28 Abs. 2 VZV entscheidet die Sicherheitsdirektion⁶⁹.

Verfügung über die Delegation von Entscheid- und Unterzeichnungsbefugnissen in der Sicherheitsdirektion vom 12. Dezember 2007 (BGS 153.753)

§ 8 – c) Strassenverkehrsamt

Das Strassenverkehrsamt entscheidet über

a) Gesuche um vorzeitige Erteilung des Führerausweises für Motorfahräder an Jugendliche vor Erreichen des 14. Altersjahres (§ 12 der Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 1977);

b) SVG-Administrativmassnahmen (§§ 15 ff. der Verordnung über den Strassenverkehr und die Strassensignalisation vom 22. Februar 1977);

c) Gesuche von Invaliden um Erlass der Motorfahrzeugsteuer (§ 5 Abs. 2 des Gesetzes über die Steuern im Strassenverkehr vom 30. Oktober 1986);

d) den Entzug des Schiffsführerausweises (§ 3 Abs. 3 Bst. b des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Binnenschifffahrt vom 29. September 1988).

⁶⁹ Fassung gemäss Änderung vom 22. Dez.1998 (GS 26, 191).

III. Contributions d'encouragement

BS

Verordnung zum Energiegesetz (Energieverordnung, EnV; SG 772.110)

B. Beiträge und Förderungsmassnahmen

§ 35. – Beitragsgesuche und Berechnungsverfahren, 1. Allgemeines, a) Einreichung der Gesuche

¹ Beitragsgesuche sind spätestens ein Jahr nach Ausführung der vom Gesetz geförderten Massnahmen beim Amt für Umwelt und Energie einzureichen.

² Gesuche um Zusicherung von Beiträgen können mit provisorischen Berechnungsgrundlagen jederzeit eingereicht werden.

³ Das Amt für Umwelt und Energie kann für einzelne Fördermassnahmen die Eingabe des Gesuchs vor Baubeginn verlangen.

§ 36. – b) Allgemeiner Inhalt der Gesuche

¹ Beitragsgesuche haben alle zur Beurteilung notwendigen Angaben zu enthalten. Die zur Prüfung nötigen Pläne sind beizulegen. Die Beschaffung der Berechnungsgrundlagen ist Sache der Gesuchstellerin oder des Gesuchstellers.

² Das Amt für Umwelt und Energie kann weitere Angaben und Unterlagen verlangen sowie die Verwendung bestimmter Formulare oder eine einheitliche Darstellung der Gesuche vorschreiben.

§ 42. – Beiträge an Mobilitätsmassnahmen

Für E-Bikes, E-Scooter und Batterien von E-Autos werden Beiträge gemäss Anhang 4 ausbezahlt.

Anhang 4

(...)

Fördergegenstand 11. E-Bikes / E-Scooter / E-Autos

Anforderungen:

– Antrieb ausschliesslich elektrisch

– Zulassung für Strassenverkehr

Beitragsbemessung

Bezugsgrösse:

– Anschaffungskosten bei E-Bikes und E-Scootern

– Anschaffungskosten der Batterien bei E-Autos

Beitragssatz: Beitrag 10%

Solarstrom für die ersten 2 Betriebsjahre Beilagen zu Gesuch Kaufquittung

IV. Remboursement des frais du personnel de l'administration cantonale⁷⁰

SO

Gesamtarbeitsvertrag vom 25. Oktober 2004 zwischen dem Kanton Solothurn und den Personalverbänden (GAV; BGS 126.3)

2. Spesenentschädigung
2.1. Entschädigung für Auslagen auf Dienstreisen und anderen Amtstätigkeiten
(...)
§ 163. Entschädigung für Benützung privater Motor(fahr)räder
Die Entschädigung beträgt für die Benützung von
(...)
b) Motorfahrrädern 18 Rappen pro Kilometer.

Verordnung über den Strassenverkehr vom 3. März 1978 (BGS 733.11)

- § 7. Motorfahrzeugkontrolle
Die Motorfahrzeugkontrolle ist insbesondere zuständig für:
(...)
l) die Erteilung eines Führerausweises für Motorfahrräder vor Erreichen des vierzehnten Altersjahres nach Artikel 28 VZV;
(...)
- § 8. Abteilung Administrativmassnahmen im Strassenverkehr
Die Abteilung Administrativmassnahmen im Strassenverkehr⁷¹ ist zuständig zum Erlass von Administrativmassnahmen, insbesondere:
(...)
e) Entzug des Führerausweises für Motorfahrräder beziehungsweise Verbot des Führens eines Motorfahrrades;
(...)

SG

Spesenverordnung vom 6. Dezember 2004 (sGS 143.6)

- III. Reiseauslagen
Art. 7. – Grundsatz
¹ Für Dienstfahrten werden nach Möglichkeit öffentliche Verkehrsmittel benützt.
- Art. 11. – Kleinfahrzeuge
¹ Die Vergütung für die Benützung von Kleinfahrzeugen beträgt:
a) für Motorfahrräder 20 Rp./km;
b) für Motorräder und Roller 30 Rp./km.

⁷⁰ Dispositions légales spécifiquement applicables aux VAE. Les prescriptions applicables aux vélos traditionnels dans le domaine de la législation relative aux fonctionnaires figurent au chapitre 8.

⁷¹ Fassung vom 6. Mai 1986.